



**40 ANS D'ENGAGEMENT
EN MATIÈRE DE DÉPENDANCE**

DANS LE CANTON DE BERNE

RESEAU
FONDATION D'AIDE EN MATIÈRE DE DÉPENDANCE
CONTACT

TABLE DES MATIERES

Editorial	3
Quatre questions à Andrea Arz de Falco	4
Survol historique de l'aide en matière de dépendance dans le canton de Berne	6
Les offres dans les régions	12
Quelques réactions	13
Notre fête de jubilé	14
Perspectives: Therese Frösch s'entretient avec Ruth Dreifuss	20
Adresses	23
Impressum	23

EDITORIAL



Une ONG bouleverse le paysage de la dépendance

Le Réseau Contact fait le bilan de 40 années de travail mouvementé en matière de dépendance. Conflits entre la société et les personnes concernées, aide constructive et courageuse apportée par la fondation: la devise a toujours été «intégrer au lieu d'exclure». Aujourd'hui, les bénéfices pour les personnes concernées et pour la société sont évidents.

En 1986, le Réseau Contact apportait une réponse révolutionnaire au problème de la scène ouverte de la drogue en ouvrant le premier local d'injection au monde. Depuis, les personnes dépendantes reçoivent une aide non conventionnelle et efficace. Et l'espace public est délesté. Grâce à ses offres à bas seuil, le Réseau Contact a durablement influencé la politique et le travail cantonal en matière de dépendance. Et il a fourni une contribution essentielle à la politique helvétique des quatre piliers.

L'avenir du Réseau Contact est dans la réduction des risques, qui se focalise sur la compétence en termes de consommation, sur la santé et sur l'insertion sociale. C'est un concept qui dépasse les substances et les piliers susmentionnés.

Les centres d'accueil et de contact et les interventions nightlife ont des défis à relever, de même que les offres de substitution, de travail et de logement. Au niveau de la politique en matière de dépendance, le Réseau Contact s'engage pour une décriminalisation de la consommation de stupéfiants et pour une régulation adéquate du cannabis, de l'alcool et du tabac.

Au cours des 40 dernières années, des générations de collaboratrices et de collaborateurs engagés ont, avec courage et innovation, permis au Réseau Contact d'être une bouée de sauvetage pour des milliers de personnes concernées et un plus indispensable pour la société. Au nom de la fondation, je leur adresse tous mes remerciements.

Jakob Huber,
directeur du Réseau Contact

QUATRE QUESTIONS A ANDREA ARZ DE FALCO



Andrea Arz de Falco, vice-directrice de l'OFSP, a répondu aux questions de Fritz Brönnimann, responsable Projets QMS Controlling.

Quand avez-vous entendu parler pour la première fois de Contact/Réseau Contact?

«J'ai été nommée à mon poste actuel de responsable de l'unité de direction Santé publique à l'OFSP fin 2008. La dépendance, les drogues, la prévention en général: tout cela était nouveau pour moi. Peu après mon arrivée, j'ai eu l'occasion, en compagnie de quelques collègues de l'OFSP et sous la houlette de Jakob Huber, de visiter plusieurs institutions du Réseau Contact.

Nous avons passé une journée à effectuer ces visites. Ce que j'ai vu et entendu ce jour-là a fortement influencé mon approche de la problématique de la dépendance. Il ne s'agit jamais simplement de «politique en matière de dépendance», d'«abus de

stupéfiants», de «dépendance». Il s'agit toujours d'êtres humains.»

Qu'est-ce qui vous vient à l'esprit quand vous pensez à Contact/Réseau Contact?

«Tout d'abord, je vois Jakob Huber, dont l'engagement et l'enthousiasme font bouger des montagnes. Ensuite le K+A de la Hodlerstrasse: un endroit à la fois désespérant et inspirant. Des personnes de tout âge, plus ou moins marquées par des années, voire des décennies de toxicodépendance, y trouvent un abri et une communauté. Et surtout des conditions d'hygiène satisfaisantes.»

A votre avis, dans quels domaines Contact/Réseau Contact a-t-il influencé le travail et la politique en matière de dépendance?

«Les différentes institutions du Réseau Contact correspondent à la politique suisse actuelle en matière de dépendance. Elles adoptent une approche globale qui se focalise sur la personne concernée ou sur ses proches. La prévention, la thérapie et la réduction des risques ont un ancrage médical, pédagogique et psychologique. Les projets de réinsertion et d'occupation visent la dimension sociale des problèmes de dépendance. La tolérance et l'acceptation mettent en valeur les aspects humains et éthiques. Une politique en matière de dépendance qui ne se préoccupe pas seulement des drogues illégales, mais aussi de toutes les substances ainsi que des dépendances non liées à des substances, se fonde sur la politique en matière de drogues et sur son modèle des quatre piliers.



Nous recevons souvent la visite de délégations étrangères qui veulent se faire une idée de la politique suisse en matière de drogues afin de pouvoir réagir aux défis rencontrés dans leur pays. Elles s'intéressent en particulier aux stations de thérapie (distribution de méthadone et d'héroïne) et aux moyens de réduire les risques (locaux d'injection et de remise de seringues, etc.). Même si de nombreux points ne sont pas réalisables chez elles pour des raisons politiques, elles sont toujours impressionnées.»

Que souhaitez-vous au Réseau Contact pour l'avenir?

«Je souhaite au Réseau Contact qu'il ait la force nécessaire lui permettant de préserver ses acquis et de mettre en œuvre de nouvelles idées; qu'il dispose des moyens requis (notamment financiers) pour poursuivre son approche globale plaçant la personne au centre de ses préoccupations; qu'il trouve un personnel engagé capable de relever les défis de façon compétente et humaine.»

SURVOL HISTORIQUE DE L'AIDE EN MATIÈRE DE DÉPENDANCE DANS LE CANTON DE BERNE

Les débuts

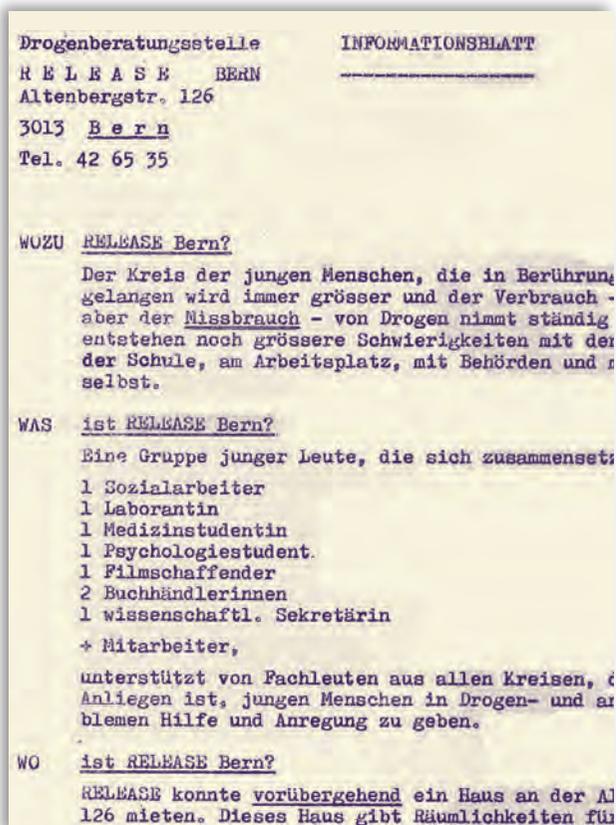
À la fin des années 1960, les drogues illégales deviennent un phénomène de masse. En plus de la marijuana et du haschich, on voit de plus en plus de LSD, d'amphétamines et d'héroïne. L'aide publique (assistance, médecine, thérapie) est désarmée face à ce nouveau phénomène.

Dans les grandes localités bernoises, des jeunes gens, des politiciens innovants et souvent aussi des membres des Églises s'engagent pour mettre en place des services d'aide différents. Ce sont souvent des semi-professionnels, des étudiants et des assistants sociaux en formation qui créent et gèrent des centres de conseil et d'hébergement d'urgence ainsi que des communautés de vie et de thérapies résidentielles.

L'orientation vers l'abstinence

À l'époque, les offres d'aide pensent qu'il faut encourager les toxicomanes à devenir abstinents et les accompagner sur ce chemin. En 1975, avec la révision de la loi fédérale sur les stupéfiants, on établit une différence entre le trafic et la consommation. La consommation est considérée comme un délit mineur. Les peines peuvent être commuées en une mesure ambulatoire ou stationnaire.

Dans le canton de Berne, on voit apparaître entre 1970 et 1980 des centres ambulatoires comme le Drop-In à Bienne, Contact Bern, la Jugendberatung Oberaargau (JBO) et la



Papillon d'information «Release» Berne, 1972–1973 (extrait)

Jugendberatung Thun – parfois avec des offres additionnelles (travail, logement, encadrement, travail de rue, formation, thérapie stationnaire dans des familles d'accueil, etc.). Par ailleurs, il se crée aussi des centres thérapeutiques résidentiels comme Aebi Hus, la fondation Terra Vecchia et le Rüdli Wimmis.

Pendant cette période, le travail et la politique en matière de drogues du canton de Berne comprennent trois piliers: 1) la pénalisation de la consommation et du trafic de drogue, 2) des

mesures visant à prévenir la consommation chez les jeunes, 3) le traitement des toxicomanes avec le but de les rendre abstinents, dont notamment le traitement à la méthadone.

Diversification

Dès le début, le Contact Bern et le Drop-In de Bienne pensent qu'un large éventail d'offres thérapeutiques et médicales, aussi bien ambulatoires que résidentielles, est indispensable. En 1976, le Drop-In de Bienne ouvre le premier centre bernois de distribution de méthadone.

La même année, le Contact Berne inaugure le Wärchlädli à la Münstergasse 12, un centre de travail et de structure de jour. En 1978–79, il s'y ajoute à Berne la station transitoire Höchi (logement et encadrement pour les jeunes menacés) et, du côté de Bienne, la communauté thérapeutique Les Pagrès à Courtelary.

Aide à la survie et polarisation

Au début des années 1980 apparaît l'épidémie de sida. La précarisation des toxicomanes (scènes ouvertes de la drogue) devient de plus en plus visible, par exemple à Zurich au Platzspitz ou à Berne sur la Münsterplattform, puis au Schänzli et au Kocherpark. Le mouvement des années 1980 influence le travail en matière de dépendance. Il se crée des cuisines de rue, des hébergements d'urgence, des chambres de soin pour SDF ainsi que des centres de sevrage à bas seuil.



«Freies Land Zaffaraya», Berne, depuis 1985

Malgré d'importants moyens policiers, plusieurs tentatives de fermer les scènes ouvertes ainsi que des services d'aide sociale et médicale, il n'est pas possible de faire disparaître les toxicomanes de la rue. Dans les villes de Berne, Bienne et Thoune, mais aussi à Berthoud, Langenthal, Interlaken et Langnau, il y a de plus en plus de jeunes qui consomment des drogues, qui dealent, qui n'ont plus de domicile fixe et qui ne sont plus pris en charge par les filets de sécurité. Les scènes ouvertes polarisent la société, la politique et les experts. On assiste à un mouvement de pendule entre la répression et le laisser-faire.

Markus Pfeuti, ancien responsable des services sociaux de Thoune

«Je me rappelle de l'époque où Release, puis un peu plus tard Contact ont été fondés à Berne. Contact a aidé la politique des quatre piliers (prévention, conseil/thérapie, réduction des risques et répression) à s'imposer. Réseau Contact a permis une prise de conscience du fait qu'une société sans dépendances est irréaliste dans les conditions actuelles. Mon souhait pour le jubilé: une poursuite du succès et suffisamment d'énergie pour évoluer!»



Centre d'accueil et de contact K+A (local d'injection), Berne, 1987

Foto: © Michael von Graffenried

Cela constitue une étape essentielle de l'aide à la survie et de la réduction des risques. Le concept sera copié par d'autres villes, sans volonté d'exiger l'abstinence, mais avec l'objectif de permettre aux toxicomanes de survivre sans VIH, hépatite ni précarisation. Les programmes de substitution sont

successivement élargis à la méthadone. Les offres de travail existantes sont proposées avec un seuil encore plus bas et avec une paie quotidienne.

En 1991, le gouvernement suisse approuve le train de mesures MaPaDro visant à réduire les problèmes de drogue. Le nouvel élément de la réduction des risques est lancé. Dans le canton de Berne, par les offres d'aide à bas seuil susmentionnées, l'ouverture de la JUDRO à Berthoud et de Contact Thun

aucunement privatisé. Par ailleurs, le conseil de fondation devait créer des espaces de liberté pour le travail des professionnels engagés par Contact, ou encore les préserver quand les professionnels les avaient créés spontanément (par exemple le premier local d'injection). La pression exercée par la politique et la police était grande. La doctrine juridique et la justice étaient plutôt un soutien. Nous avons noué des contacts locaux, cantonaux et nationaux. Contact a mis en place l'agenda de la politique en matière de stupéfiants. Nous continuons à mener des discussions que Contact a lancées et déterminées à l'époque.

Mon souhait: continuez à poser des questions et à oser!»

Nouvelles approches

Pour répondre à la répression, à l'exclusion et à la criminalisation des toxicomanes dans l'espace public, le premier local d'injection au monde est ouvert en 1986 à la Münster-gasse 12, à Berne. C'est aujourd'hui un K+A (Kontakt- und Anlaufstelle). Pour la première fois, les toxicomanes peuvent consommer les substances qu'ils apportent dans un cadre protégé, avec une prise en charge médicale et sociale, et dans un milieu hygiénique.

Marc Wehrli, 1er président de la fondation Contact Bern (1983)

«A l'époque, la demande est venue des responsables de Contact. Quand on s'adresse à un conseiller municipal comme moi, issu d'un petit parti (Junges Bern), pour assumer la première présidence, il était évident pour moi qu'il s'agissait d'un travail épineux et non pas de pétales de roses. C'est ce qui m'a séduit. En tant qu'abstiné pratiquant, mais pas prosélyte, la politique en matière de dépendance était un sujet qui m'intéressait, même si elle n'était pas orientée vers l'abstinence. Dès le début, il a fallu préciser que Contact effectuait une tâche publique pour les pouvoirs publics et que le travail en matière de dépendance n'était

à Interlaken, on essaie d'éloigner les toxicomanes de la rue. D'autre part, on emploie aussi de plus en plus de moyens répressifs pour combattre la criminalité liée à la drogue ainsi que la consommation. Finalement, cela conduit entre 1990 et 1992 à la fermeture des scènes ouvertes du Schänzli et du Kocherpark.

Fusion

Dans les années 1990, le travail ambulatoire en matière de substances illégales est principalement effectué par les institutions suivantes dans le canton de Berne: la fondation Contact Bern, les associations Drop-In Bienne, Contact Thun, JUDRO Burgdorf, EGGE Langnau, Contact Tavannes et l'association des paroisses de Haute Argovie pour la JBO. A l'initiative de Contact Bern, tous ces organismes se réunissent (sauf Contact Tavannes) et deviennent le Berner Forum (BeFo). En 1999, ils fusionnent sous le nom de Réseau Contact, capable de conclure un contrat de prestations valable pour tous les sites et toutes les offres avec la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne.

A Bienne, le projet X (point de rencontre pour les jeunes exclus) et le centre Cactus (avec son restaurant Yucca) ouvrent en 2001–2002. A Berthoud, l'association Wohnhilfe (logement encadré) est reprise par la JUDRO. En 2005, les centres de conseil commencent à participer à l'offre internationale de thérapie brève Realize it, destinée aux consommateurs de cannabis.



Distribution de méthadone, Berne années 1990



Bauprojekt, Berne années 1990

En 2004, l'association Réseau Contact devient la fondation Réseau Contact. Les organismes régionaux se dissolvent et sont transférés dans des associations de soutien ou dans des communautés d'intérêt permettant d'assurer l'ancrage régional.

Nouveaux défis

Avec la politique des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques et répression) qui soutiennent tous dans la même mesure le travail à long terme en matière de dépendance, la polarisation existant dans les milieux des

Chris Spreyermann, travailleuse de rue 1985–1989

«Ma première rencontre avec Contact s'est produite en 1981, pendant mes études à Fribourg. Le centre de consultation est venu se présenter pendant un séminaire. Ensuite, j'ai vu dans une offre d'emploi que la fondation Contact Bern cherchait une travailleuse de rue. Au printemps 1985, mon collègue et moi avons commencé. L'ambiance était tourmentée: squatts, Zaffaraya, réouverture de la Reithalle, scènes visibles de la drogue, VIH... Pour moi, Contact était: un travail pionnier, un engagement, une prise de risques, du professionnalisme, de l'innovation... tout ça associé à une bonne dose de réalisme.»

experts comme dans le monde politique perd de sa force. Depuis 2000, grâce à des offres attrayantes, les centres de conseil atteignent de plus en plus de jeunes connaissant une consommation problématique de cannabis, ainsi que leurs parents et leurs personnes de référence. Dans le cadre de la détection et de l'intervention précoces, la collaboration s'intensifie avec plusieurs partenaires: travail en milieu ouvert pour la jeunesse, écoles, centres de formation. Avec Rave it safe et un partenariat avec le projet de pairs Aware Dance Culture, on voit apparaître une offre d'information, de sensibilisation et de réduction des risques dans le milieu festif

Anita Fetz, conseillère aux Etats

«Contact a effectué un travail de pionnier dans l'aide bernoise en matière de dépendance en proposant aux personnes concernées une aide concrète et à bas seuil allant de la prévention à la réduction des risques en passant par la thérapie. Tout cela sans être moralisateur! Je souhaite au

et nocturne. En 2008 à Thoune, l'échange de seringues est mis en place avec un café d'information. Des places de logement et de travail encadrés viennent s'y ajouter.

Mise en réseau et professionnalisation

En 2008, toutes les offres du Réseau Contact sont certifiées par le système de management QuaTheDA. Le respect de la norme de qualité de l'OFSP correspondait à une condition posée par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne dans le cadre du contrat de prestations. Cela permet d'assurer et d'améliorer la qualité.

Réseau Contact propose désormais 84 places de travail. Entre 2006 et 2010, le secteur du logement encadré est optimisé et étendu. En 2010, les centres d'accueil et de contact du Réseau Contact lancent la nouvelle stratégie de réduction des risques: suppression de l'anonymat, interventions différenciées selon les groupes cibles (entre l'accompagnement et la recherche d'abstinence), introduction d'un système de personnes de référence, introduction d'entretiens de bilan réguliers, accès interdit aux moins de 18 ans. Ces mesures coordonnées avec les services de la police et de l'assistance publique permettent

Réseau Contact qu'il continue à approfondir sa stratégie d'aide pragmatique et concrète pour les personnes concernées et ses adaptations innovantes pour répondre aux nouveaux défis, tout en sachant qu'il n'existe pas de sociétés sans dépendances. Je souhaite aussi qu'il reçoive le soutien nécessaire de la politique bernoise.»



Réseau Contact, centres spécialisés pour la jeunesse, les parents et les questions de dépendance: sites en 2013. D'en haut à gauche à en bas à droite: Biel/Bienne, Berthoud, Thoune, Berne, Langenthal, Interlaken

d'apaiser et de professionnaliser le travail. En 2011, le ZAS (Zentrum ambulante Suchtarbeit) s'ouvre à Langenthal en coopération avec le SRO (Spital Region Oberargaau).

Adaptations structurelles

L'évolution des habitudes de consommation (apparition précoce d'un comportement et d'une consommation à risque; augmentation des mélanges; croissance des dépendances non liées à des substances; coma éthylique, etc.) influence d'une part les structures des offres, et d'autre part les discussions stratégiques. En 2006, la Commission fédérale pour les questions liées aux drogues (CFLD) publie le rapport «D'une politique des drogues illégales à une politique des substances psychoactives». C'est dans ce contexte que la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne demande une plus étroite collaboration entre le Réseau Contact et Santé bernoise, afin

d'identifier les recouvrements existants dans le conseil et la prévention.

En mars 2010, la fondation de la Fédération santé et dépendance (FSD) marque la disparition de la frontière entre substances légales et illégales. Le Réseau Contact élargit son offre en y ajoutant d'autres prestations, destinées aux personnes rencontrant des problèmes d'alcoolisme et de comportements addictifs.

Aujourd'hui, le Réseau Contact doit une fois de plus relever de nouveaux défis. En raison des mesures d'économies annoncées par la Direction de la santé publique et de la prévoyance sociale du canton de Berne et des restructurations prévues dans l'aide ambulatoire en matière de dépendance pour 2014 et 2015, le Réseau Contact concentrera dorénavant ses efforts sur la réduction des risques.

Fritz Brönnimann,
responsable Projets QMS Controlling

LES OFFRES DANS LES REGIONS

Situation: novembre 2013



	Région Biel/Bienne	Région Berne	Région Haute Argovie-Emmental	Région Thoune-Oberland
Consultation et thérapie ambulatoire	Contact Biel-Bienne, centre spécialisé pour la jeunesse, les parents et les questions de dépendances	Contact Bern, centre spécialisé pour la jeunesse, les parents et les questions de dépendances	JBO (Langenthal) et JUDRO (Berthoud), centres spécialisés pour la jeunesse, les parents et les questions de dépendances	Contact Interlaken et Contact Thun, centres spécialisés pour la jeunesse, les parents et les questions de dépendances
Formation		Schulprojekt, programme de soutien scolaire et de formation professionnelle		
Nightlife	Rave it safe, sensibilisation et conseils Nightlife (dans toutes les régions)			
Substitution		ZAS Bern, centre ambulatoire pour traitement des addictions	ZAS Langenthal, centre ambulatoire pour traitement des addictions	
Travail	Djamba, entreprise sociale	Bauwerk, Citypflege, LOLA, TRIVA Holz+Textil, entreprises sociales	Werkstatt Plus, entreprise sociale	
Logement		Wohnnetz Aare Emme, habitation assistée	TBW, hébergement avec encadrement partiel Wohnnetz Aare Emme, habitation assistée	Wohnnetz Interlaken, habitation assistée
Centres d'accueil et de contact / SPUT	Cactus, centre d'accueil et de contact SPUT, échange de matériel d'injection (Biel/Bienne)	K+A, centre d'accueil et de contact La Gare, espace pour alcooliques La Strada, centre d'accueil mobile pour femmes SPUT, échange de matériel d'injection (Berne)	SPUT, échange de matériel d'injection (Berthoud et Langenthal)	SPUT Thun, échange de matériel d'injection et infocafé

QUELQUES REACTIONS

Femme, 38 ans, à propos de La Gare

«J'utilise cette offre car le centre de rencontre pour alcooliques est un lieu où on m'accepte. Nous sommes tous dans la même barque. Je m'y sens à l'aise. Je suis très contente que cet endroit existe. Dans les situations de crise, j'ai des entretiens reconfortants avec les assistantes.

Mes souhaits: agrandir la salle de séjour et avoir une grande terrasse en été. A l'intérieur, l'ambiance est triste. Il faudrait plus de couleurs et quelques plantes vertes.

Les clients pourraient donner un coup de peinture et bricoler des cache-pots. Et si on organisait des tournois de jeux, des journées de bricolage et des excursions?

Encore un vœu: nous aimerions que toutes les offres collaborent plus étroitement. Par



«La Gare», espace pour alcooliques, Berne

exemple pour les heures d'ouverture. Où serais-je si le local n'existait pas? Dans la rue. Les restaurants sont trop chers. Chez moi, je déprimerais totalement. J'ouvrirais un lieu d'accueil pour alcooliques!»

Utilisatrice du «Djamba», âge inconnu

«Je travaille au Djamba pour avoir des journées structurées et pour bouger un peu. Le repas de midi ne coûte que cinq francs. Il est même gratuit si on travaille toute la journée. Je mange souvent ici. Cela me permet de me nourrir très sainement au moins quelques fois par semaine. Je vis seule et j'avoue que je néglige souvent mon alimentation.

De temps en temps, je suis hospitalisée pour des raisons psychiques ou pour faire une désintoxication. A mon retour, je peux tout de suite reprendre mes activités au «Djamba». Ça me plaît beaucoup! Les jobs sont variés: nettoyer l'espace urbain, faire

le ménage dans des appartements. Les mandats sont internes ou externes. C'est super, car j'aime le changement!»

«Djamba», entreprise sociale, Biel/Bienne





«K+A», centre d'accueil et de contact, Berne

Femme, 43 ans, à propos du K+A

«Un lieu hygiénique pour consommer, un abri, des contacts pour régler les questions juridiques. Sans le local d'injection, je serais dans la rue en train de stresser.»

Femme, 26 ans, à propos du K+A

«Actuellement, je suis très contente de pouvoir enfin entrer ici. J'ai dû commencer par transférer mon domicile officiel à Berne. Maintenant, je peux consommer sans stress et sans parano. Avant, je devais toujours me cacher pour échapper à la police. Quand les policiers me voyaient, ils me confisquaient ma drogue et me donnaient une amende de 300 francs. J'étais très parano et surtout extrêmement stressée. C'est vrai: quand quelqu'un est accro, il est accro. On ne peut pas simplement lui dire d'arrêter en le poursuivant, en le chicanant, en le rackettant et en le traitant comme de la m...

La drogue, ce n'est pas une belle vie. Au contraire, nous sommes psychiquement à bout et nous souffrons chaque jour. Ce n'est pas une partie de plaisir. C'est une vie extrêmement dure. On a toujours des soucis d'argent. C'est très stressant.»

Homme, 50 ans, à propos du K+A

«Ce que le centre signifie pour moi? Une famille, une source d'informations, un foyer (parfois), de la joie et de la peine, une possibilité de me retirer, la réalité, des interlocuteurs, des amis, des oreilles attentives. Ce que je serais sinon? Seul et perdu. Peut-être même mort.»



«La Strada», centre d'accueil mobile pour femmes, Berne

Femme, 45 ans, à propos de La Strada

«Je me sens très bien dans le bus La Strada. Depuis quatre ans, je n'ai presque plus de problèmes. La nourriture, le matériel, les WC, la chaleur, la protection, la sécurité: c'est très important et agréable. Quand le bus n'est pas là, je travaille quand même. Mais l'aide apportée me manque.»

Femme, 41 ans, à propos de La Strada

«La paix quand les clients sont pénibles. A manger, la sécurité, la tranquillité, de l'aide quand j'ai des problèmes, un abri. Sans le bus, je travaillerais malgré tout ici. Mais je ne me sentirais pas en sécurité face aux clients difficiles.»

Pourquoi je travaille comme pair* chez Rave it safe

«On transmet un message de tolérance et de réflexion. Avec l'équipe, on crée un lieu de retrait qui constitue un pôle opposé à celui de la vie nocturne. C'est une occasion unique de sensibiliser les gens au fait que sortir peut être plus que simple consommation. Pour moi, le Réseau Contact est un endroit créatif qui permet des idées d'avant-garde. On y veille à ce que les personnes qui demandent de l'aide puissent en obtenir et acquérir des compétences neutres. Il faut un esprit particulier pour travailler au Réseau Contact. C'est vraiment ce qui caractérise le résultat obtenu depuis 40 ans dans cette institution.»

*Jeunes spécialement formés, par exemple pour informer les personnes présentes lors de fêtes sur un sujet concret (consommation de stupéfiants, notamment). On appelle cela l'éducation par les pairs.



«Rave it safe», sensibilisation et conseils donnés par des pairs dans la vie nocturne.



Les centres spécialisés du Réseau Contact se trouvent dans toutes les régions du canton de Berne.

Une mère à propos de Contact Thun

«J'ai été obligée de m'adresser à Contact Thun. Mon fils, qui avait 16 ans à l'époque, a été attrapé en fumant du cannabis. Le tribunal des mineurs nous a ordonné d'aller à Contact. Après les deux séances obligatoires, j'ai continué d'aller me faire conseiller dans le cadre d'un coaching pour parents, car mon fils ne respectait pas les accords. En tant que mère divorcée, j'avais souvent l'impression de tout porter sur mes épaules. Le soutien apporté par Contact Thun m'a été très utile. J'ai enfin recommencé à avancer. Et j'avais un point d'ancrage. J'ai réussi à responsabiliser mon ex-mari. Cela a été un signal clair pour notre fils. Pour lui, c'était important de voir qu'il est important pour ses parents!»

NOTRE FETE DE JUBILE

Grande halle,
Reitschule Bern,
19 septembre 2013

Le Réseau Contact, fondation d'aide en matière de dépendance, a fêté son 40^e anniversaire en organisant une exposition et un apéritif destiné à des invités et au personnel. L'exposition présentait l'aide

ambulatoire (conseil/thérapie, substitution, travail, logement, réduction des risques) ainsi qu'un récapitulatif des principales étapes du travail effectué dans le canton de Berne entre les années 1970 et aujourd'hui. Une boutique

complétait l'exposition et proposait des articles fabriqués dans les ateliers bois, textile et décoration ainsi que des services (menuiserie, jardinage, peinture). Les boissons et snacks venaient du magasin LOLA.





Jahr für Jahr	
Die Aufbaustelle verzerrt sich pro Woche	5830 Medizinische Mittelleistungen
bei 14 Plätzen im Fixerraum	6676 Menüs
1567 Eintritte	80726 Injektionen
bei 6 Plätzen im Raucherraum	224 Duschen
1344 Eintritte	20837 Beratungen
bei 2 Plätzen im Snifferraum	216 Wäsche waschen
441 Eintritte	



PERSPECTIVES: THERESE FRÖSCH S'ENTRETIENT AVEC RUTH DREIFUSS



Therese Frösch, présidente de la fondation Réseau Contact, s'est entretenue avec l'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss. (Ruth Dreifuss a été à la tête du département fédéral de l'intérieur entre 1993 et 2002).

Therese Frösch: *A ton avis, quel est l'avenir de la politique en matière de dépendance dans le canton de Berne et en Suisse?*

Ruth Dreifuss: Le problème de la drogue ne figure plus parmi les principaux soucis de la population suisse. La politique des quatre piliers (prévention, thérapie, réduction des risques, répression) est accueillie favorablement. La misère des toxicomanes et les risques de décès et de maladie qui les concernaient, eux et leur entourage, ont pratiquement disparu. Il faut cependant dire que les mesures n'ont jamais été généralisées. Toutes les personnes n'y ont pas eu accès. Aujourd'hui, on court le risque que les améliorations obtenues soient victimes des réductions budgétaires des communes et des cantons. Dans certaines villes, la répression accrue du trafic de rue a provoqué le retour dans l'illégalité de la

consommation, avec pour conséquence une diminution de la protection contre le VIH, l'hépatite C et les surdoses. Malgré tout, la population et la politique ne se sentent plus dans une situation d'urgence comme dans les années 1980 et 1990.

Cette évolution positive a hélas un côté négatif: la volonté de se confronter aux problèmes des drogues a reculé. Elle a disparu de l'agenda politique, bien que la situation soit tout sauf satisfaisante. Les marchés de la drogue, très lucratifs, sont entre les mains d'organisations criminelles actives au niveau international. Elles exploitent la dépendance des consommateurs et le manque de perspectives des migrants. Elles font tout pour augmenter leurs ventes et pour trouver de nouveaux clients. Aujourd'hui, il faudrait surtout contrôler les marchés de la drogue et faire en sorte que l'Etat examine des

modèles pour régulariser partiellement ces marchés. Pour les produits à base de cannabis, de tels essais devraient être menés sous contrôle scientifique.

Therese Frösch: *Nous aussi, nous considérons qu'il y a un besoin d'agir au niveau de la régularisation du cannabis et de la dépénalisation de la consommation de stupéfiants. Le Réseau Contact soutient activement tous les efforts consentis dans cette direction. Par ailleurs, nous nous engageons pour que les stupéfiants soient examinés en fonction de leur dangerosité potentielle et non pas en fonction de leur statut légal. A ton avis, quelles autres contributions les praticiens devraient-ils fournir pour relever les défis actuels?*

Ruth Dreifuss: Pour moi, les informations qui sont recueillies via le contact avec la scène de la drogue et avec les personnes qui consomment des drogues sont une contribution importante. De nouvelles substances arrivent continuellement sur le marché. Les habitudes de consommation changent continuellement. La politique requiert un contact permanent avec la pratique pour identifier à temps les nouveaux dangers et les besoins des populations concernées. La base essentielle des réformes menées en Suisse à la fin des années 1980 et pendant les années 1990 a été la compréhension mutuelle entre les différents professionnels: les travailleurs sociaux, les spécialistes de la santé, la police, la justice, etc. Ils ont fait le maximum pour harmoniser leurs interventions respectives.

Si cette culture du dialogue et de la coopération diminue, cela aura des conséquences dramatiques sur la pratique, sur l'évolution et sur l'équilibre de la politique des quatre piliers.

Therese Frösch: *Le dialogue et la coopération entre la police et nos offres médico-sociales à Berne sont un modèle couronné de succès. L'espace public est délesté. La sécurité s'améliore. La santé et l'intégration sociale des personnes concernées sont renforcées. La perméabilité entre les différents piliers doit encore augmenter. La collaboration avec les institutions actives dans les structures ordinaires (établissements carcéraux, psychiatrie, médecins généralistes, soins à domicile) fonctionne. Elle devrait être étendue afin que ces professionnels puissent détecter les problèmes de dépendance et qu'ils soient en mesure de leur apporter des solutions à bas seuil ou de passer le dossier à des spécialistes. Il reste encore beaucoup à faire. J'aimerais que tu me dises quel rôle le Réseau Contact devrait jouer en tant qu'ONG.*

Ruth Dreifuss: Le Réseau Contact doit continuer à soutenir les personnes dépendantes ou en danger de le devenir. Par ailleurs, j'attends des propositions permettant, grâce à des projets minutieux de régulation, d'arracher certaines substances au trafic de rue et aux organisations criminelles. Pour le cannabis, par exemple, il faudrait lancer des projets de recherche qui montrent les conséquences des mesures de régulation sur

la consommation et sur la qualité de vie dans les quartiers qui souffrent actuellement du trafic de rue.

Therese Frösch: *Tes idées correspondent au rôle que je conçois pour une ONG comme le Réseau Contact. L'expérience montre que l'innovation et les changements viennent souvent d'en bas. C'est aussi le cas dans le domaine de la dépendance. Malgré des réductions budgétaires massives, nous restons fidèles à nos principes. Au niveau politique ou dans la pratique quotidienne, nous continuerons à nous attaquer à tous*

les problèmes avec courage et d'une façon non conventionnelle, comme cela a été le cas en 1986 avec l'ouverture du premier local d'injection.

Chère Ruth, nous te remercions de cet entretien, de ton engagement infatigable dans la politique de la drogue et du précieux soutien que tu as apporté à notre travail.



Façade sud du Réseau Contact à la Monbijoustrasse 70, à Berne. Peinture murale: Paul Stämpfli, 1987

ADRESSES

Réseau Contact

Secrétariat central
Monbijoustrasse 70
Case postale
3000 Berne 23
031 378 22 20

Antenne régionale
Berne – Travail
Monbijoustrasse 70
Case postale / 3000 Berne 23
079 641 33 01

Antenne régionale
Berne – Réduction des risques
Hodlerstrasse 22
Case postale / 3011 Berne
031 310 06 50

Antenne régionale
Berne – ZAS Consultation Formation
Monbijoustrasse 70
Case postale / 3000 Berne 23
031 378 22 22

Antenne régionale Biel-Bienne
Ruelle du Haut 15
Case postale / 2501 Bienne
032 321 75 00

Antenne régionale Haut Argovie-Emmental
Bahnhofstrasse 59
3400 Berthoud
034 422 02 01

Antenne régionale Thoune-Oberland
Scheibenstrasse 3
3600 Thoune
033 225 21 21

www.reseaucontact.ch

IMPRESSUM

Photos: archives du Réseau Contact, OFSP, domainpublic.ch, Cédric Dürig, Michael von Graffenried, Lukas Lehmann
Mise en page: Hans Peter Wermuth
Traduction: Odile Nerfin
Editeur: Réseau Contact
Coordination/Lectorat: Fritz Brönnimann/Anne-Catherine Prod'hom
© 2013 Réseau Contact

